

Ménil Georges de. *Les sommets économiques : les politiques nationales à l'heure de l'interdépendance*. Paris, Economica, Coll. « Enjeux internationaux » de l'Institut français des relations internationales, 1983, 92 p.

Normand Dickey

Volume 15, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701670ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701670ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dickey, N. (1984). Compte rendu de [Ménil Georges de. *Les sommets économiques : les politiques nationales à l'heure de l'interdépendance*. Paris, Economica, Coll. « Enjeux internationaux » de l'Institut français des relations internationales, 1983, 92 p.] *Études internationales*, 15(2), 426–427.
<https://doi.org/10.7202/701670ar>

Mais dans ses deux articles (parus dans *Le Monde* des 20-21 mai, *The Economist* etc.) Giscard a écrit ensuite: « Rien ne démontre que les prix du pétrole aient atteint actuellement un niveau d'équilibre ». À la fin de juillet, d'après les journaux, la Banque mondiale prédit que dès le milieu des années quatre-vingt-dix les prix réels monteraient à 120 pour cent de leur maximum de 1981 et que l'OPEP serait toujours l'exportateur principal du pétrole. Eu égard à ses prévisions, la BIRD aurait souligné l'urgence de politiques d'énergie nationales efficaces.

Donc, même si la gamme de prévisions que nous offrirait la Banque mondiale et son vice-président économique, Anne Krueger, est plus modérée que celle de Fesharaki, on ne peut toujours pas nier l'importance des questions et des remèdes évoqués dans l'étude de Siddayao et dans le chapitre final. Il s'agit certes du « développement des ressources énergétiques indigènes ... » (p. 114). Mais il faut aussi, Siddayao le souligne, des politiques internationales qui permettraient au pays en voie de développement importateurs de pétrole d'exporter: c'est-à-dire qui leur ouvriraient les marchés des pays industrialisés. D'après *Le Monde* (5 juillet 1983) les résultats de la sixième CNUCED (Conférence sur le commerce et le développement des Nations Unies) réunie à Belgrade en juin 1983 auraient été – on s'y serait attendu – « modestes ». Les pays industrialisés se seraient « montrés plutôt soucieux de ne pas se désolidariser des États-Unis ». Il est vrai que ce maigre bilan serait en partie la conséquence de la baisse actuelle des prix pétroliers, dont l'évolution ne viendrait plus alimenter les revendications du tiers monde et renforcer sa capacité de négociation.

Siddayao n'est pas tout à fait pessimiste. Mais c'est dans la citation suivante qu'elle résume la plupart de son espoir: « Heureusement que l'ingéniosité humaine garde de l'avance sur les prévisions des économistes » (p. 115). Ainsi soit-il!

Frank DAVIDSON

Département d'économie
La Trobe University, Melbourne, Australie

MÉNIL Georges de. *Les sommets économiques: les politiques nationales à l'heure de l'interdépendance*. Paris, Economica, Coll. « Enjeux internationaux » de l'Institut français des relations internationales, 1983, 92 p.

Dans ce bref ouvrage, l'auteur, ancien élève à Harvard et au MIT, dresse le bilan des huit premières conférences au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des sept grandes puissances occidentales. De Rambouillet (1975) à Versailles (1982), de Ménil examine l'influence de ces sommets sur la concertation économique des États capitalistes dominants, et se penche sur ces sommets comme outil des relations inter-étatiques contemporaines.

Dans la logique des écoles de l'« interdépendance », le texte est centré sur trois thèmes. D'abord, l'auteur fait un résumé descriptif du contenu, de l'atmosphère politique et des conclusions de chaque sommet. Cette section – plus événementielle – constitue la trame principale de l'ouvrage. Dans un deuxième temps, et en quelques cinq pages, l'auteur tente de porter un jugement global sur la portée et la valeur qu'ont pris ces sommets dans la gestion des équilibres économiques internationaux contemporains. À ce chapitre, l'auteur démontre un certain enthousiasme sur les résultats qu'ont eu ces rencontres dans la gestion collective macro-économique. L'auteur se réjouit que ces sommets aient pu davantage conscientiser les « princes » des puissances occidentales au besoin de coordonner davantage leurs politiques économiques et aux impératifs d'abattre l'inflation et le protectionnisme.

L'optique libérale de l'auteur commence donc à apparaître plus nettement. Sa perspective traditionnelle et légitimante de l'ordre international se dégage encore plus lorsqu'il suggère que les pays de l'OPEP et les pays en développement sont responsables des déséquilibres économiques mondiaux, et que les « Sept » sont fondamentalement « vulnérables » aux décisions des pays en développement. Ce qui nous apparaît étrange, c'est que l'auteur néglige l'« interdépendance » qu'ont

les PVD envers les États et le capital du « Nord »...

En aucun temps également dans l'ouvrage, n'est-il fait mention des firmes ou groupes financiers transnationaux et de leurs interventions dans la « désorganisation/recomposition » du système économique mondial, ni de leurs « interpénétrations/contradictions » avec les États et les États-nations industrialisés occidentaux. En aucun temps, la crise contemporaine n'est perçue comme une crise structurelle du mode d'accumulation, mais tiendrait de difficultés d'ajustement (problèmes de liquidités, instabilité des taux de change, montée du protectionnisme).

Cette carence dans l'analyse globale de la « crise » et les faiblesses de l'étude des « agents » de pouvoir (cf. le « capital ») entraînent l'auteur dans une perspective événementielle et selon nous superficielle de ces sommets.

Finalement, de Ménil s'interroge sur la forme d'un éventuel réaménagement institutionnel des sommets. Deux optiques extrêmes pourraient s'affronter: a) celle prônée par l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing – le modèle du "Library Group" – où les réunions devraient être informelles et secrètes et où les objectifs et discussions seraient plus spécifiques; b) celle prônant une plus grande coordination et institutionnalisation de la gestion collective du système international, impliquant une bureaucratisation élargie et la tenue de rencontres structurées et suivies.

Jusqu'ici, les sommets se sont trouvés dans une situation intermédiaire à ces deux optiques, bien que devenant plus bureaucratisés et formalisants au cours des années. L'auteur ne cache pas toutefois sa sympathie pour un retour à des sommets plus informels, car ils empêchent la stagnation bureaucratique et sont moins dépendants des impératifs publics et électoralistes.

Dans son ensemble, l'ouvrage de de Ménil nous apparaît dégager une vision trop douceureuse et trop inter-étatique des rapports internationaux. Elle évite de situer les sources et les pratiques de pouvoir au plan mondial et même au plan des relations Nord-Nord.

La hiérarchie des puissances entre les « Sept » et les tentations « reaganiennes » de réimposer les voies américaines sur le bloc occidental, sans oublier les logiques et les contraintes d'accumulation du capital financier, obligent à dépasser les paradigmes traditionnels du courant « interdépendantiste » des relations internationales ou de l'échange international que véhicule l'analyse de l'auteur. La réflexion sur l'influence des sommets économiques doit se structurer sur les rapports de force et les logiques émergeant ou redéployant le système économique international, ainsi que sur les dynamiques politiques et économiques des tentatives de remodelage supra-étatique d'une économie-monde du capital financier transnational. Les relations inter-étatiques ne peuvent être perçues hors de toute compréhension des logiques des acteurs extra-étatiques dominants.

Normand DICKEY

*Département de science politique
Université Laurentienne, Sudbury, Canada.*

CROS, Gérard. *La Namibie*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que Sais-je » no. 2059, 1983, 128 p.

La Namibie, territoire désertique de 842 269 269 km² fut longtemps prise en étau entre l'ancien empire colonial portugais et l'Afrique du Sud. Elle assistera, sans y participer, au mouvement d'émancipation qui conduira à la création de nouveaux États: le Malawi, la Zambie, le Botswana, le Swaziland, le Lesotho puis l'Angola et le Zimbabwe.

Étrange destin de ce territoire, dont la densité démographique est l'un des plus faibles d'Afrique. Elle eut, au cours de l'histoire, différentes expressions géographiques. L'emploi du terme « Namibie » n'est devenu usuel qu'en 1968 lorsque les Nations Unies rebaptisent le territoire par solidarité avec le mouvement de libération qui lutte toujours depuis pour son émancipation. Cette décision, toute politique, ne saluait pas la naissance d'un nouvel État indépendant, elle protestait au contraire contre la présence continue de la